

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 09 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LE SOLEIL. Ousmane Sonko: «Le Sénégal ne veut pas d'une restructuration de la dette»

Le Premier ministre Ousmane Sonko a réaffirmé, ce jeudi, la position ferme du gouvernement sénégalais contre toute restructuration de la dette publique, estimant que le pays dispose de marges de manœuvre suffisantes pour faire face à ses engagements financiers sans recourir à cette option. « Le Sénégal ne veut pas d'une restructuration de la dette. Ce n'est pas une position d'Ousmane Sonko, c'est la position officielle de l'État du Sénégal », a déclaré le chef du gouvernement lors d'un point de presse, en marge d'une rencontre avec son homologue mauritanien à Dakar. Selon lui, cette position est partagée par l'ensemble des autorités concernées, notamment le président de la République et les ministères en charge des Finances et de l'Économie. « Rien n'a changé entre-temps. Le Sénégal reste sur cette position », a-t-il insisté, réfutant toute ambiguïté sur la ligne gouvernementale. Reconnaisant les contraintes économiques actuelles, marquées par un niveau d'endettement élevé et un déficit budgétaire important, Ousmane Sonko a toutefois assuré que des solutions alternatives sont à l'étude. « Nous pensons qu'il est possible de sortir de cette situation sans restructuration, à travers des projections réalistes de croissance et de recettes », a-t-il expliqué.

<https://lesoleil.sn/actualites/politique/ousmane-sonko-le-senegal-ne-veut-pas-dune-restructuration-de-la-dette/>

SENEWEB. Al Aminou Lô explique : «Ce qui nous reste à ajuster avec le Fmi»

Le Sénégal n'a toujours pas réussi à décrocher son programme avec le Fonds monétaire international (Fmi). Qu'est ce qui bloque les discussions ? « Nous avons déjà avancé sur les termes d'un nouveau programme. À part partir de réalisations que nous devons, ensemble convenir », a indiqué Ahmadou Al Aminou Lo, ministre auprès du président de la République, chargé du suivi, du pilotage et de l'évaluation de l'agenda national de transformation "Sénégal 2050". Il a expliqué, auprès de nos confrères de la Rts, qu'un programme avec le Fmi se négocie sur plusieurs mois. « Le Fmi regarde de plus près ce que nous nous avons dit que nous allons faire », dit-il. Il est aujourd'hui question, pour les deux parties, de s'accorder sur certaines prévisions : « Ce qui nous reste à ajuster avec le Fmi, ce n'est pas grand-chose. C'est nous accorder sur certaines orientations, nous accorder sur certaines prévisions c'est juste ça », ajoute M. Lô.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/al-aminou-lo-explique-ce-qui-nous-reste-a-ajuster-avec-le-fmi_n_479878.html

FINANCIAL AFRIK. Dakar et Nouakchott renforcent leur partenariat stratégique et économique

La Mauritanie et le Sénégal ont réaffirmé leur volonté de consolider leur partenariat économique et stratégique à l'occasion de la visite officielle à Dakar, les 8 et 9 janvier, du Premier ministre mauritanien El Moctar Ould Djay. Cette rencontre marque une étape clé dans le rapprochement entre les deux pays et le suivi de projets structurants



à fort impact sur le développement économique régional. Les échanges avec le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, ponctués par un tête-à-tête et une conférence de presse, ont porté sur l'énergie, les infrastructures, le commerce, la mobilité et la sécurité. « Cette visite illustre notre volonté commune de transformer nos engagements politiques en projets concrets, bénéfiques pour nos économies et nos populations », a déclaré le Premier ministre sénégalais lors de la rencontre. Pour Sonko, l'importance réside dans la capacité des deux gouvernements à aligner stratégie politique et initiatives économiques opérationnelles.

<https://www.financialafrik.com/2026/01/08/dakar-et-nouakchott-renforcent-leur-partenariat-strategique-et-economique/>

LEJECOS. Sénégal-Mauritanie : Les 2 Premiers ministres saluent les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des grands projets bilatéraux

À l'invitation de Ousmane Sonko, Premier Ministre de la République du Sénégal, EL Moctar Ould Djay Premier Ministre de la République Islamique de Mauritanie, a effectué une visite de travail et d'amitié au Sénégal, les 08 et 09 janvier 2026, à la tête d'une importante délégation. Selon le communiqué de presse conjoint, cette visite, qui fait suite à celle effectuée par Ousmane Sonko à Nouakchott, du 12 au 14 janvier 2025, s'inscrit dans la continuité du renforcement du partenariat stratégique entre le Sénégal et la Mauritanie, fondé sur des liens géographiques, historiques, culturels et humains profonds, et sur une volonté partagée de bâtir une coopération mutuellement bénéfique, basée sur la confiance et la solidarité. Selon le communiqué, les deux Premiers Ministres se sont félicités de la qualité du dialogue politique entre Dakar et Nouakchott, illustrée par la fréquence des échanges entre les Chefs d'État et les autorités gouvernementales ainsi que par une parfaite entente et une convergence de vues sur de nombreux sujets.

https://www.lejecos.com/Senegal-Mauritanie-Les-2-Premiers-ministres-saluent-les-progres-enregistres-dans-la-mise-en-oeuvre-des-grands-projets_a30155.html

APS. Dakar et Nouakchott réaffirment le "caractère particulier" de leur coopération

Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a salué, jeudi, la visite de son homologue mauritanien à Dakar, soulignant qu'elle permet de réaffirmer le caractère particulier des relations entre la République islamique de Mauritanie et le Sénégal. « Cette visite est importante parce qu'elle nous permet une fois de plus de réaffirmer le caractère singulier, particulier des relations entre la République islamique de Mauritanie et la République du Sénégal », a-t-il déclaré. Intervenant lors de la conférence de presse conjointe avec son homologue mauritanien en visite de travail pour 48h à Dakar, Ousmane Sonko s'est réjoui des relations entre les deux pays « qui transcendent les âges, les générations [...] ». M. Sonko a insisté sur l'importance de cette visite de son homologue, soutenant qu'elle permet de « réactualiser un certain nombre d'axes de coopération » retenus l'année dernière à Nouakchott lors de sa visite officielle.

<https://aps.sn/dakar-et-nouakchott-reaffirment-le-caractere-particulier-de-leur-cooperation/>

APA NEWS. Sonko et Ould Diay pour un partenariat fondé sur la confiance



Le Sénégal et la Mauritanie ont réaffirmé, jeudi à Dakar, leur volonté commune de renforcer un partenariat stratégique « singulier », fondé sur des liens historiques profonds, une gestion concertée des ressources et une vision partagée de prospérité dans les espaces transfrontaliers, à l'occasion de la visite de travail et d'amitié du Premier ministre mauritanien El Mokhtar Ould Diay. Accueillant son homologue mauritanien, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a souligné le caractère exceptionnel des relations entre les deux pays, rappelant que cette visite faisait suite à son déplacement à Nouakchott un an plus tôt, qui avait permis de « poser les jalons d'un raffermissement durable de la coopération. » Il a exprimé, au nom du président Bassirou Diomaye Faye, du gouvernement et du peuple sénégalais, sa reconnaissance aux autorités mauritaniennes pour cette dynamique soutenue. Selon M. Sonko, le Sénégal et la Mauritanie sont « appelés à vivre, travailler et évoluer ensemble », partageant non seulement une frontière et un fleuve, mais aussi des ressources stratégiques majeures, notamment dans le domaine énergétique.

<https://fr.apanews.net/diplomacy/sonko-et-ould-diay-pour-un-partenariat-fonde-sur-la-confiance/>

APS. La réception du pont de Rosso reportée à 2027, selon le Premier ministre mauritanien

Le Premier ministre mauritanien, El Moctar Ould Djay, a annoncé, jeudi à Dakar, que la réception du pont de Rosso (Saint Louis, nord), entre le Sénégal et la République islamique de Mauritanie, prévue à la fin de l'année 2026 est reportée à 2027. 'Il était prévu que cette infrastructure soit réceptionnée en fin 2026 mais, les évaluations qui ont été faites par les équipes [des deux pays] nous disent que ça peut être plus tard, en 2027', a-t-il confié au cours d'une conférence de presse conjointe à Dakar avec son homologue sénégalais Ousmane Sonko. Le chef du gouvernement mauritanien, en visite de deux jours à Dakar, a indiqué que des "instructions fermes ont été données aujourd'hui aux deux équipes de travailler ensemble et de mettre toute la pression possible sur l'entreprise en charge des travaux".

<https://aps.sn/la-reception-du-pont-de-rosso-reportee-a-2027-selon-le-premier-ministre-mauritanien/>

APS. ODD6 : les partenaires techniques et financiers s'engagent à soutenir le Sénégal (responsable)

Les partenaires techniques et financiers (PTF) s'engagent à appuyer le gouvernement du Sénégal dans ses efforts d'investissements pour atteindre d'ici à 2030, l'ODD 6 (Objectif de développement durable) visant à garantir l'accès universel à l'eau propre et à l'assainissement pour les couches vulnérables, a déclaré, jeudi, la responsable sectorielle du pôle d'expertise en eau de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest, Fatoumata Touré Ibrahima Wane. "Les PTF s'engagent à appuyer le gouvernement pour accélérer la mise en œuvre de l'ODD 6, consolider le partenariat et définir des engagements concrets autour des systèmes interactifs d'accès à l'eau pour les populations", a-t-elle dit. Mme Wane intervenait lors de l'atelier de mobilisation des acteurs sénégalais de l'eau pour la réunion préparatoire de haut niveau de Dakar en prélude de la Conférence des Nations unies sur l'eau qui se tiendra du 2 au 4 décembre 2026 aux Emirats arabes unis. Le ministre sénégalais de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Cheikh Tidiane Dièye, a pris part à la rencontre.



<https://aps.sn/odd6-les-partenaires-techniques-et-financiers-sengagent-a-soutenir-le-senegal-responsable/>

LE QUOTIDIEN. ODD Accès à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030 : Les Ptf appellent à l'action

Pour une atteinte de l'Objectif de développement durable n°6 des Nations unies visant à garantir l'accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement d'ici 2030, les Partenaires techniques et financiers (Ptf) appellent les Etats à l'action. L'atteinte de l'Objectif de développement durable (Odd) n°6, malgré les progrès réalisés, reste un défi. Son échéance est fixée pour 2030. Il ne reste que quatre ans, et il reste beaucoup à faire. C'est le cri du cœur lancé hier par les Partenaires techniques et financiers (Ptf), à l'occasion de l'atelier préparatoire et de mobilisation des acteurs sénégalais pour la Réunion de haut niveau de Dakar sur la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026.

«Mon discours est un appel à l'action. Car, les chiffres sont alarmants. Au niveau régional, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement risque d'augmenter.

<https://lequotidien.sn/odd-acces-a-leau-et-a-l-assainissement-d-ici-2030-les-ptf-appellent-a-laction/>

FINANCIAL AFRIK. Sénégal: Forte détérioration du déficit de la balance commerciale en novembre 2025

Le déficit de la balance commerciale du Sénégal s'est fortement détérioré de 281,9 milliards de FCFA (507,420 millions de dollars) au mois de novembre 2025 comparé au mois précédent, selon les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) basée à Dakar. Ce déficit s'est établi à -389,7 milliards de FCFA.....

<https://www.financialafrik.com/2026/01/08/senegal-forte-deterioration-du-deficit-de-la-balance-commercial-en-novembre-2025/>

LE SOLEIL. Résultats financiers: La Sar enregistre un bénéfice record de 35 milliards de FCfa en 2025

À l'occasion d'une cérémonie solennelle dédiée au départ à la retraite de cinq employés modèles, jeudi, la direction de la Société africaine de raffinage (Sar) a dévoilé des performances financières satisfaisantes. Le bénéfice de l'exercice 2025, s'élevant à près de 35 milliards de FCfa, constitue un record absolu depuis la création de l'entreprise en 1961. La Société africaine de raffinage (Sar) a annoncé, hier, jeudi 8 janvier, un bénéfice net de près de 35 milliards de FCfa au titre de l'exercice 2025, un niveau inédit depuis sa création en 1961. Cette performance remarquable a été rendue publique à l'occasion d'une cérémonie solennelle consacrée au départ à la retraite de cinq employés, dans un moment à forte charge symbolique pour l'entreprise. Au-delà du résultat comptable, l'annonce marque une étape décisive dans l'histoire industrielle du Sénégal. En effet, elle consacre la maturité d'un outil stratégique national et ouvre un nouveau cycle de transformation orienté vers la modernisation de l'appareil productif et le renforcement de la souveraineté énergétique du pays.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/resultats-financiers-la-sar-enregistre-un-benefice-record-de-35-milliards-de-fcfa-en-2025/>



Sénégal : l'État initie la mue du régulateur des médias pour l'adapter aux enjeux actuels du numérique

En 2 décennies, le paysage médiatique africain s'est radicalement transformé. Aux côtés des médias traditionnels – télévision, radio et presse écrite – se sont imposés les sites internet, les blogs et les réseaux sociaux. Cet élargissement considérable du champ d'expression citoyenne impose aux régulateurs d'évoluer eux aussi. Réuni en Conseil des ministres le mercredi 7 janvier 2026, le gouvernement du Sénégal a adopté le projet de loi portant création du Conseil national de régulation des médias (CNRM). Cette nouvelle institution qui doit succéder au Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) mis en place en 2006, marque une profonde refonte du cadre légal pour mieux répondre aux mutations numériques et aux nouveaux usages de l'information. Selon le ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall, cette réforme du régulateur vise à « adapter la régulation aux mutations technologiques, protéger les droits, renforcer la responsabilité des acteurs et consolider la démocratie ».

<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0901-134720-senegal-l-etat-initie-la-mue-du-regulateur-des-medias-pour-l-adapter-aux-enjeux-actuels-du-numerique>

LEJECOS. MARCHÉ DES TITRES PUBLICS 2024 : Les champions du financement de l'État

UMOA-Titres a rendu public le classement annuel des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT). Ils sont peu nombreux, mais décisifs. Dans l'espace UEMOA, une poignée de banques concentre l'essentiel du financement des États. Pays par pays, le classement dessine un podium régional sans ambiguïté. Le financement des infrastructures et des projets de développement dans les États de l'UEMOA repose en grande partie sur leur capacité à lever des fonds sur le marché financier régional. Dans ce dispositif, les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) jouent un rôle de premier plan. Conformément aux textes en vigueur, UMOA-Titres procède chaque année, en collaboration avec les Trésors Nationaux, à l'évaluation de la performance des SVT, dans une dynamique d'optimisation continue du Marché des Titres Publics. Évalués chaque année selon une grille de 100 points, leur performance est scrutée à travers trois prismes : leur participation aux adjudications (50 pts), leur capacité à animer le marché secondaire (35 pts) et la qualité de leur relation avec le Trésor National (15 pts). Au titre de 2024, vingt-quatre (24) SVT de l'Union, répartis en quinze (15) banques et neuf (9) Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), ont été évalués.

https://www.lejecos.com/MARCHE-DES-TITRES-PUBLICS-2024-Les-champions-du-financement-de-l-Etat_a30154.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

RFI. Sénégal: le Premier ministre Sonko rejette l'idée d'une «restructuration» de la dette

Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko affirme que la dette publique du Sénégal est « viable » et rejette toute idée de « restructuration » de cette dette, comme l'a suggéré le Fonds monétaire international (FMI) lors de sa dernière visite en novembre et comme le préconisent certains experts au Sénégal. Le pays fait face à une dette publique vertigineuse évaluée à 132% du PIB par le FMI. En 2026, près de 20% des recettes du Sénégal serviront à payer rien que les intérêts de la dette, soit une part conséquente du budget de l'État. Si le Premier ministre, Ousmane Sonko, reconnaît des difficultés budgétaires, « une situation presque catastrophique », dit-il, alors que le pays fait face à une dette publique vertigineuse, héritée de l'administration précédente, le chef du gouvernement persiste et signe : le Sénégal est en mesure de rembourser sans restructurer sa dette, notamment via un programme de rationalisation des dépenses et des recettes budgétaires.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260109-s%C3%A9n%C3%A9gal-le-premier-ministre-sonko-rejette-l-id%C3%A9e-d-une-restructuration-de-la-dette>

JEUNE AFRIQUE. Marchés financiers : comment la place d'Abidjan veut entrer dans la cour des grands

Digitalisation, diversification des instruments, ouverture internationale... La Bourse régionale des valeurs mobilières d'Afrique de l'Ouest, basée à Abidjan, redouble d'efforts pour s'imposer comme l'une des principales places financières du continent. Reste que les défis à relever sont nombreux. Vingt-sept ans après le démarrage de ses activités, en septembre 1998, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) apparaît comme une institution singulière sur le continent. En effet, rares sont les marchés boursiers partagés par huit États (les membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine, Uemoa), adossés à une monnaie commune et dotés d'une architecture supranationale aussi

<https://www.jeuneafrique.com/1753989/economie-entreprises/marches-financiers-comment-la-place-dabidjan-veut-entrer-dans-la-cour-des-grands/>

AGENCE ECOFIN. Climat des affaires : les pays africains leaders en 2025 selon la Banque mondiale

Le rapport souligne que les pays confrontés au besoin le plus pressant de créer des emplois pour réduire le taux de chômage des jeunes, sont aussi les moins performants en matière de climat des affaires. Le Rwanda reste le pays africain qui dispose du meilleur climat des affaires en Afrique, selon le Business Ready 2025 (B-Ready) publié fin décembre 2025 par la Banque mondiale. Il s'agit de la deuxième édition de ce classement qui succède au Doing Business, suspendu en 2021 suite au signalement d'irrégularités dans les données des éditions 2018 et 2020. Cette nouvelle initiative de collecte et d'analyse de données évalue le climat mondial des affaires et de l'investissement en se basant essentiellement sur une enquête menée auprès de 58 000 entreprises et 5000 experts dans 101 économies. Le B-Ready fournit un ensemble de données détaillées et un cadre de référence permettant de déterminer les facteurs qui favorisent le développement du secteur privé, mais en allant au-delà des résultats au niveau de l'entreprise pour prendre en compte le bien-être des travailleurs, des consommateurs et la qualité de l'environnement.



<https://www.agenceecofin.com/actualites/0801-134699-climat-des-affaires-les-pays-africains-leaders-en-2025-selon-la-banque-mondiale>

ZONE BOURSE. L'ONU prévoit un ralentissement de la croissance économique mondiale à 2,7 % en 2026

La croissance économique mondiale devrait reculer à 2,7 % en 2026 contre 2,8 % l'année dernière, avant de remonter à 2,9 % en 2027. Ce niveau demeure toutefois inférieur à la moyenne pré-pandémique de 3,2 % enregistrée entre 2010 et 2019, selon un rapport des Nations Unies publié jeudi. Le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale » indique que, malgré une forte augmentation des droits de douane américains en 2025 ayant engendré de nouvelles tensions commerciales, l'absence d'escalade plus large a permis de limiter les perturbations du commerce international. « Malgré le choc tarifaire, l'activité économique mondiale s'est montrée résiliente, soutenue par des expéditions anticipées, une accumulation des stocks et une consommation solide dans un contexte d'assouplissement monétaire et de marchés du travail globalement stables », souligne le rapport du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/l-onu-prevoit-un-ralentissement-de-la-croissance-economique-mondiale-a-2-7-en-2026-ce7e59ddd189f72c>

UN GENEVA. Économie mondiale : le pire est évité, mais la croissance ralentit

En dépit des scénarios catastrophes évoqués par les experts, l'économie mondiale devrait éviter la rupture en 2026, sans pour autant retrouver sa vitalité. C'est la conclusion d'un nouveau rapport de l'ONU publié jeudi, qui anticipe une croissance de 2,7 % cette année, en légère baisse par rapport à 2025 – et nettement inférieure à la moyenne de 3,2 % observée avant la pandémie. L'an dernier, l'économie mondiale a fait preuve d'une résilience inattendue. Malgré la forte hausse des droits de douane imposés par les États-Unis, qui faisait craindre un ralentissement des échanges internationaux, une croissance de 2,8 % a été soutenue par la solidité des dépenses des ménages et par le reflux progressif de l'inflation. Mais ce sursaut n'a pas dissipé les fragilités de l'économie mondiale. La faiblesse persistante de l'investissement et la réduction des marges de manœuvre budgétaires continuent de peser sur la dynamique mondiale, nourrissant la crainte d'un ralentissement durable par rapport à la trajectoire d'avant-crise.

<https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2026/01/114633/economie-mondiale-le-pire-est-evite-mais-la-croissance-ralentit>

LES ECHOS. Droits de douane : les Etats-Unis attirent encore les exportateurs français

Le nombre de sociétés exportant depuis la France vers les Etats-Unis se maintient malgré les surtaxes douanières imposées par Donald Trump. Des secteurs d'activité s'en sortent toutefois mieux que d'autres. Les touristes français boudent les Etats-Unis de Donald Trump mais pas les entreprises. Malgré les surtaxes douanières imposées par l'administration américaine, elles maintiennent leurs relations avec le pays de l'Oncle Sam, selon les dernières statistiques du commerce extérieur français. Au troisième trimestre 2025, 27.700 opérateurs résidents français ont ainsi exporté vers



les Etats-Unis, soit autant qu'en 2024 sur cette période, révèle le bilan trimestriel publié ce jeudi par la Direction des statistiques des échanges de biens (DSECE). Cette stabilité contraste avec le déclin global du nombre d'exportateurs français toutes destinations confondues (-1.300 sur la même période).

<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/droits-de-douane-les-etats-unis-attirent-encore-les-exportateurs-francais-2208542>

LE FIGARO. Venezuela : Donald Trump affirme qu'au moins 100 milliards de dollars seront «investis» par les compagnies pétrolières américaines

Donald Trump lorgne toujours sur l'or noir du Venezuela. «Au moins 100 milliards de dollars seront investis par les GRANDES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES , que je rencontrerai toutes aujourd'hui à la Maison Blanche», a affirmé le président américain sur son réseau Truth Social ce vendredi 9 janvier. Il a également indiqué qu'il avait «annulé» une nouvelle attaque sur le Venezuela, du fait de la «coopération» avec le pouvoir en place à Caracas et il s'est félicité de la libération d'un «grand nombre de prisonniers politiques». «Les États-Unis et le Venezuela travaillent bien ensemble, notamment en ce qui concerne la reconstruction» notamment de l'industrie pétrolière, s'est-il félicité.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/venezuela-donald-trump-affirme-qu-au-moins-100-milliards-de-dollars-seront-investis-par-les-compagnies-petrolieres-americaines-20260109>

RFI. UE-Mercosur: une majorité d'États-membres approuve l'accord de libre-échange

Une majorité qualifiée d'États européens a approuvé l'accord de libre-échange avec le Mercosur, malgré la colère des agriculteurs et l'opposition de la France. La Commission européenne a multiplié les concessions afin de faire pencher la balance en faveur du traité. Grâce à ce feu vert, Ursula von der Leyen pourrait se rendre dès lundi 12 janvier au Paraguay afin de signer ce traité commercial avec l'Amérique latine.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20260109-ue-mercosur-une-majorite%C3%A9-d-%C3%A9tats-membres-approuve-l-accord-de-libre-%C3%A9change>

BFMTV. "Nous avons négocié comme des fous": l'UE proche de la signature de l'accord commercial avec le Mercosur après 25 ans de suspense

Après plus de vingt-cinq ans de négociations, l'Union européenne touche du doigt l'accord commercial avec le Mercosur, qui pourrait recevoir l'aval des États européens vendredi, malgré la colère des agriculteurs et l'opposition de la France.

Cette fois, Bruxelles croit l'accord avec le Mercosur à portée de main. Depuis 1999, la Commission européenne mène des tractations ardues pour créer l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Entre fausses promesses de dénouement imminent et longues mésententes, les négociations ont achoppé des années durant sur la question agricole.

<https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/agriculture/nous-avons-negocie-comme-des-fous-l-ue-proche-de-la-signature-de-l-accord-commercial-avec-le-mercosur-apres-25-ans-de-suspense-AD-202601090179.html>



RFI. Emmanuel Macron défend un «partenariat rééquilibré», «d'égal à égal» de la France en Afrique

C'est une tradition de début d'année depuis 1993 : le président français Emmanuel Macron recevait ce jeudi les ambassadrices et ambassadeurs qui représentent la France à l'étranger afin de fixer les objectifs de l'année et évoquer les grands thèmes qui mobiliseront la diplomatie dans les prochains mois. Plusieurs réunions de travail étaient organisées dans la matinée ce jeudi 8 janvier à l'Élysée, dont l'une portait sur l'Afrique. Dans son discours, le chef de l'État français a estimé que la France a « totalement changé de logiciel depuis le discours de Ouagadougou » prononcé en 2017 et lors duquel Emmanuel Macron avait déclaré : « Il n'y a pas de politique africaine de la France ». Désormais, le chef de l'État défend un « partenariat rééquilibré », « d'égal à égal » et qui ne priorise plus nécessairement les partenaires francophones. Le renouvellement du partenariat avec l'Afrique est d'abord passé par une évolution de la stratégie militaire de la France sur le continent, selon Emmanuel Macron. « On a revu et on a eu raison de le faire, nos bases militaires.

<https://www.rfi.fr/fr/france/20260108-emmanuel-macron-d%C3%A9fend-un-partenariat-r%C3%A9%C3%A9quilibr%C3%A9-d-%C3%A9gal-%C3%A0-%C3%A9gal-de-la-france-en-afrique>

COURRIER INTERNATIONAL. En Belgique, près de 200 000 personnes vont perdre leurs allocations chômage

C'est l'une des mesures phares du gouvernement de droite entré en fonctions l'an dernier : la durée maximale d'indemnisation du chômage est désormais fixée à deux ans. La première vague d'exclusions a commencé le 1er janvier, et si une partie des jeunes chômeurs a déjà retrouvé un contrat, la presse ne se fait pas d'illusions pour les plus de 50 ans, surtout s'ils n'ont pas exercé d'emploi depuis longtemps. "Ça y est : la limitation dans le temps des allocations chômage" a commencé le 1er janvier, note De Morgen, poursuivant : "pour la Belgique, c'est une réforme historique du marché du travail". Jusque-là, le pays faisait exception en Europe, expliquait en septembre la chaîne RTL-TVI : il était le seul à ne pas prévoir de durée maximale d'indemnisation du chômage. "Mais ça va changer" : désormais, la limite est fixée à deux ans de versements des allocations. C'est l'une des mesures emblématiques du gouvernement de droite entré en fonctions l'année dernière

https://www.courrierinternational.com/article/politique-en-belgique-pres-de-200-000-personnes-vont-perdre-leurs-allocations-chomage_239077

FRENCH.CHINA.ORG. Les gouvernements locaux misent sur un environnement des affaires de premier plan pour stimuler la croissance

Le gouvernement municipal de Shanghai a tenu une réunion jeudi, s'engageant à prendre de nouvelles mesures pour améliorer l'environnement des affaires de la ville et dynamiser le secteur privé. Depuis le début de 2026, d'autres provinces et villes chinoises ont organisé des réunions similaires dans le but d'intensifier leurs efforts pour favoriser une croissance économique de haute qualité. Selon des analystes chinois, la confiance des investisseurs dans l'environnement des affaires sera essentielle à la modernisation du secteur manufacturier national et à l'amélioration générale de l'économie tout au long de l'année. Shanghai a présenté des mesures ciblées, telles que l'expansion des plateformes de services de financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et la création d'un centre de services à « guichet unique



pour les entrepreneurs », visant à impulser des améliorations durables de l'environnement des affaires de la ville, a posté Shanghai Fabu, le compte WeChat officiel du gouvernement municipal de Shanghai.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-01/09/content_118271164.htm



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn